

L'extractivisme contre le bien-être

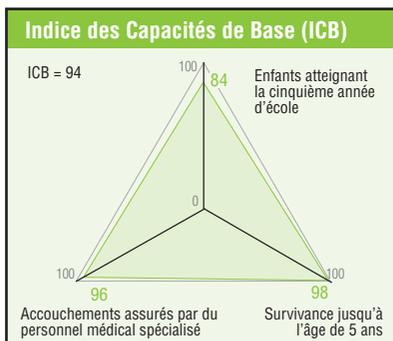


La planification économique promue par le président Juan Manuel Santos, qui ne remet pas en cause le modèle extractiviste appliqué par la précédente administration d'Alvaro Uribe, constitue un choix erroné. La mondialisation axée sur la libéralisation économique, la mobilité des capitaux sans contrôles efficaces, la perte d'autonomie politique, les programmes d'ajustement structurel de l'État et l'augmentation des dépenses militaires sous le prétexte d'un conflit armé interne font obstacle au développement. Le bien-être de la population et de l'environnement sont en danger. La production de biocarburants a aggravé l'économie rurale, déplacé des populations entières et détruit les écosystèmes naturels.

Corporación Cactus, Coordinación Nacional de la Plataforma Colombiana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo
 Aura Rodríguez

Après son élection en 2010, le nouveau président Juan Manuel Santos, qui avait été ministre de la Défense pendant le Gouvernement d'Alvaro Uribe (2002-2010) a établi comme l'un des piliers de son administration « la durabilité environnementale et la gestion des risques »¹ et un Plan national de développement. Le document officiel du plan établit une relation directe entre l'augmentation de la pauvreté et la dégradation environnementale, raison pour laquelle il faut mettre en œuvre deux stratégies communes pour surmonter ces phénomènes : en premier lieu, une politique économique axée sur la génération de revenus et une augmentation de la production et ensuite, la conservation et la protection de la biodiversité et des services écosystémiques qui contribuent au bien-être humain².

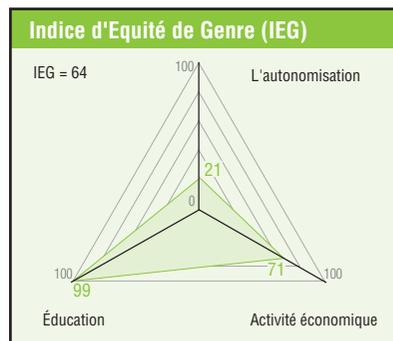
Concrètement, le Gouvernement estime que le secteur minier et énergétique et la production et le transport de l'électricité vont augmenter de 588 %, les réserves permanentes d'hydrocarbures de 335 %, la production de pétrole et de gaz de 79 %, la construction de pipelines et d'oléoducs de 78 %, la production de charbon de 70 % et la production d'or de 51 %. La première stratégie suppose que le pays se développera dans un futur proche de 1,7 point de pourcentage par an, ce qui permettrait de réduire la pauvreté de 1,2 % et l'indigence de 1,0 %. À cet égard, nous devons nous rappeler que, si l'Amérique latine est la région la plus inégalitaire au monde dans la distribution de la richesse, la Colombie est en tête en ce qui concerne l'inégalité dans la région³. Alors que 50 % de la population la plus pauvre ne reçoit que 13,8 % des revenus, les 10 % les plus riches ont un revenu équivalent à 46,5 % du total⁴.



La deuxième stratégie, de la conservation et de protection de la diversité, est basée sur la nécessité d'intégrer les considérations environnementales dans les processus de planification territoriale et de gestion des politiques sectorielles. L'objectif fixé par le Gouvernement à cet égard est de réduire l'empreinte écologique de 1,9 hag / hab. Cette unité fait référence à la demande humaine en ressources par rapport à la capacité de régénération de l'écosystème. Une empreinte de 1,9 hag / habitant signifie que la Colombie exploite son écosystème 1,9 fois plus vite que sa capacité à se renouveler, alors que l'indice de développement humain durable est de 1,8⁵. La politique environnementale contient aussi deux activités présentant un intérêt particulier pour augmenter la croissance économique et, en parallèle et selon le plan officiel, pour améliorer les conditions de l'environnement : une augmentation de la production de biocarburants et des usages alternatifs du charbon⁶.

La base ne change pas

Le changement de Gouvernement a plongé le pays dans une situation confuse. Dans certaines affaires (comme la relation avec le pouvoir judiciaire ou l'opposition), le président Santos a marqué une distance par rapport à son prédécesseur. En matière de politique économique, cependant, comme pour les politiques de développement de l'environnement, les directives de l'un comme de l'autre mandat, malgré les bonnes intentions annoncées, semblent être les mêmes.



Pendant les deux périodes du Gouvernement d'Alvaro Uribe, selon la Mission pour la jonction des séries de l'emploi, la pauvreté et l'inégalité (MESEP, selon le sigle en espagnol pour Misión para el Empalme de las Series de Empleo, Pobreza y Desigualdad), le chiffre correspondant à l'inégalité en Colombie, mesuré avec le coefficient de Gini, était identique à celui enregistré en 2002 (0,59)⁷. Le fait que cette inégalité soit au même niveau qu'en 2002 révèle l'inefficacité des programmes Gouvernementaux mis en œuvre jusqu'à ce jour – et pourtant repris par l'administration actuelle⁸.

De même, l'un des piliers de la croissance économique au cours des deux mandats d'Alvaro Uribe, toujours en vigueur sous celui de Juan Manuel Santos, est l'augmentation de l'exploitation minière. Au cours de la décennie actuelle, les activités d'extraction minière se sont étendues au détriment de la production agricole. Avant 2001, par exemple, 80 à 100 titres miniers avaient été octroyés par an, mais depuis, plus de 400 titres en moyenne ont été émis⁹. Le renforcement de l'activité d'extraction au détriment de la production, les changements drastiques exercés sur le sol en raison des activités minières et la réduction du soutien à la production des petites

1 Gouvernement de Colombie, *Plan Nacional de Desarrollo 2010-2014. Prosperidad para todos*, p. 420

2 Ibid, p. 423

3 Bureau du Haut commissariat des Nations unies aux droits de l'homme en Colombie, *Informe sobre Colombia, A/ HRC/16/22*, (février 2011), párr. 99.

4 Ricardo Bonilla et Iván Jorge (coordinadores), *Bien-estar y macroeconomía 2002-2006: el crecimiento inequitativo no es sostenible*, (Bogota, CID, Université nationale de Colombie, Inspection générale de la République, 2006), pages 23 et ss.

5 Ibid, p. 424

6 Ibid, p. 463

7 Département national de planification, *Misión para el Empalme de las Series de Empleo, Pobreza y Desigualdad (MESEP) entrega series actualizadas al Gobierno Nacional*, (24 août 2009), <www.dnp.gov.co>.

8 Journal El Universal, *Familias en Acción va a seguir y se va a fortalecer*, (Popayán, 5 mars 2011), <www.eluniversal.com.co/cartagena/politica/familias-en-accion-va-seguir-y-se-va-fortalecer-12786>.

9 Houghton, Juan (éditeur), *La tierra contra la muerte. Conflictos territoriales en los pueblos indígenas*, (Bogota, Centro de Cooperación al Indígena, 2008).

exploitations agricoles sont les trois séquences d'un même processus compromettant gravement les petits producteurs ruraux.

Les biocombustibles

Il est inquiétant également que le chapitre sur l'environnement et le développement durable du Plan national de développement mette en relation la conservation et la protection avec l'expansion des biocarburants. Ces dernières années, le soutien du Gouvernement aux activités de monocultures industrielles s'est accru au détriment de l'agriculture à petite échelle¹⁰, provoquant le déplacement de populations entières.

Les biocarburants ont été proposés par la Banque interaméricaine de développement comme une option d'énergie « propre », soi-disant sans conséquences négatives sur le plan environnemental¹¹. Dans le même temps, ils étaient présentés comme la meilleure option productive pour les pays en développement, accompagnés d'une série de stratégies commerciales en provenance de Washington, qui a vu la possibilité d'acheter des biocarburants à faible coût aux pays d'Amérique latine, un moyen pour résoudre certains de ses problèmes d'énergie sans avoir à détourner une partie de sa production alimentaire vers la production de biocarburants¹².

Entre octobre 2005 et mars 2006, cinq usines d'éthanol se sont mises en marche en Colombie (Ingenio del Cauca, Providencia et Risaralda, Ardila Lulle ainsi que Mayaguez et Manuelita), produisant 1,05 million de litres d'éthanol par jour qui alimentent 60 % du marché national. Et les conséquences négatives ont été observables immédiatement. Pour commencer, la production de biocarburants requiert des monocultures à grande échelle de sucre, maïs, palme à huile ou de soja et cette pratique productive érode les sols et épuise les nutriments¹³. En outre, les ressources hydriques sont compromises en raison de la pollution produite par les procédés d'extraction et de raffinage, et l'étendue des terres arables consacrées à la production

alimentaire diminue, entraînant l'augmentation du prix des aliments mais pire encore, entraînant l'aggravation des carences nutritionnelles des secteurs les plus pauvres de la société¹⁴.

L'utilisation du soja et du maïs pour la production de biocarburants, par exemple, affecte le prix de ces produits sur le marché alimentaire. L'impulsion donnée par les États-Unis à l'utilisation de l'éthanol a provoqué des pics historiques du prix du maïs. En 2007, l'International Food Policy Research Institute (IFPRI) a présenté un rapport contenant les possibles répercussions internationales de la croissance de la demande en biocarburants. Le prix du maïs, par exemple, pourrait augmenter de 41 % en 2020 et le soja et le tournesol pourraient subir une hausse de 76 % cette même année, tandis que le blé pourrait augmenter de 30 %¹⁵.

Aussi, parmi les nombreuses possibilités d'utilisation de la biomasse, les biocarburants constituent l'une d'entre elles les moins attractives en termes d'émissions de gaz à effet de serre. Bien que les émissions de CO₂ soient réduites de manière significative grâce à l'utilisation des biocarburants, cela n'est pas le cas pour d'autres gaz à effet de serre, en particulier le méthane et ceux qui contiennent de l'azote et du soufre (NOx et SOx)¹⁶. Il est inutile de mentionner que, puisque la culture du palmier à huile est de rendement tardif, le retour sur l'investissement initial ne se produit qu'après cinq ans de plantation, n'offrant de rentabilité que dans le cas où les unités de production sont supérieures à 50 ha ; par conséquent, ces cultures ne peuvent appartenir qu'à des grands et moyens propriétaires.

La discrimination à l'encontre des Afrodescendants

En outre, l'expansion des biocarburants a également affecté gravement la population afrodescendante. Dans plusieurs cas, il a été possible de corroborer le fait que ces communautés ont été illégalement expropriées par les entrepreneurs liés aux biocarburants et qui sont en contact avec des groupes paramilitaires. Dans des endroits comme Curba-

radó, où il existe une grande majorité de personnes d'origine africaine, les peuples afros ont perdu 29 000 hectares en raison des actions paramilitaires. Aujourd'hui, 7000 de ces hectares expropriés sont plantés de palmiers à huile¹⁷.

La discrimination envers les Afrodescendants constitue un problème de longue date en Colombie. Ces communautés qui représentent 26 % de la population du pays, ont des conditions de vie considérablement inférieures à celles des autres Colombiens. Par exemple, 79 % des municipalités possédant une majorité de descendants africains sont situées dans la plus faible frange de développement économique et social, avec près de 85 % de sa population vivant en situation de pauvreté, tandis que dans les autres municipalités, cet indicateur ne dépasse pas 38 %. De fait, on estime que 72 % de la population afrodescendante appartient aux plus basses couches socio-économiques de Colombie¹⁸, subissant un taux de mortalité infantile deux fois plus élevé que celui enregistré au niveau national. Par ailleurs, les Afrodescendants ont un accès restreint aux services de base comme l'éducation et la santé, ils se voient également refuser les meilleurs emplois et une possibilité de participation à la vie publique¹⁹. Un rapport de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) présenté en mai 2009, a critiqué le manque d'éclaircissement judiciaire dans la majorité des cas de violence commis contre de nombreux Afrodescendants et ayant causé leur déplacement, alors que certains efforts du Gouvernement pour améliorer cette situation ont été soulignés.

Récemment quelques progrès à cet égard ont été observés. En mars 2011, par exemple, plus de 25 000 hectares ont été restituées aux communautés de descendance africaine du bassin de Curvaradó et Jiguamiandó, dans le nord-est. Ces terres avaient été expropriées pour la production de biocarburants par l'organisation paramilitaire Autodéfenses Unies de Colombie, qui a été dissoute en 2006. Cette restitution fait partie d'un programme de l'administration Santos pour la restitution d'environ 2,5 millions d'hectares expropriés par les organisations paramilitaires²⁰. ■

10 Journal El tiempo, "Ley para sufrir menos por el dólar", (vendredi 24 juillet 2009), pag. 1-8.

11 Álvarez Roa, Paula, "La política del Gobierno colombiano en la promoción de biocombustibles", (2008), <confraternizarhoy.blogspot.com/2010/08/estado-terrorista-en-colombia-para.html>

12 Valencia, Mario Alejandro, *Los biocombustibles en Colombia: El modelo de Robin Hood al revés y los precios de los alimentos*, (2008), <mavalencia.blogspot.com/2008/03/los-biocombustibles-en-colombia-el.html>

13 Ecoclimático, "El monocultivo y sus consecuencias", (novembre 2008), <www.ecoclimatico.com/archives/el-monocultivo-y-sus-consecuencias-822>

14 Mouvement mondial pour les forêts tropicales, *Biocombustibles, un desastre en potencia*, <www.wrm.org.uy/actores/CCC/Nairobi/Biocombustibles.html>

15 Greenpeace, *Biocombustibles*, <http://www.greenpeace.org.ar/biocombustibles/argentina/informacion.html>

16 Ibid.

17 Magazine Semana, "Los usurpados del Choco", (*Revista Semana* n° 1402, 16 au 23 mars 2009), pag. 49.

18 Romaña, Geiler, *Afrocolombianos en busca de leyes contra el racismo y la desigualdad*, (novembre 2005), <www.revistafuturos.info/futuros14/afrocolombianos.htm>

19 Globedia, *Padece población afrodescendiente de Colombia marginación*, (15 mai 2009), <uy.globedia.com/padece-poblacion-afrodescendiente-colombia-marginacion>

20 Vanguardia.com, *Restituyen más de 25 mil hectáreas a colombianos afrodescendientes*, (19 mars 2009), <www.vanguardia.com/actualidad/colombia/97218-restituyen-mas-de-25-mil-hectareas-a-colombianos-afrodescendientes>